

Acad. Roy. Scienc. d'Outre-Mer
Biographie Belge d'Outre-Mer,
T. IX, 2015, col. 217-224

KASA-VUBU (*Joseph*), Premier Président de la République du Congo (Kuma-Dizi, 1915? – Boma, 24.03.1969).

L'année de naissance de Kasa-Vubu est incertaine. Ses notices biographiques en mentionnent au moins quatre: 1910, 1913, 1915 ou 1917. Mais il semble que celle retenue par sa fille (1915) soit la plus probable. Ainsi Kasa-Vubu avait quarante-cinq ans au moment où il devint président de la République du Congo en 1960.

Kasa-Vubu est né au village de Kuma-Dizi près de Tshela dans le Mayombe. Il appartient au sous-groupe

ethnique Yomba, qui fait partie de l'ethnie Kongo. Son père était un cultivateur relativement prospère qui avait été dans sa jeunesse interprète auprès de commerçants ambulants à Cabinda. De son premier métier il avait conservé un esprit d'indépendance et d'entreprise et s'était construit une habitation à l'écart du village. Une certaine animosité s'étant manifestée dans le village à son égard, il demanda lui-même à subir l'épreuve du poison. L'événement eut lieu, selon Gilis [1]*, le jour de la naissance de Kasa-Vubu. Celui-ci reçut de son père le nom de Kasa (ou K'hasa) qui signifie poison ou épreuve, du nom de l'arbre dont était extrait le poison.

* Les chiffres entre crochets [] se réfèrent aux notes en fin de notice.

Kasa-Vubu était le huitième d'une famille de neuf enfants. Sa mère mourut lorsqu'il avait quatre ans. Son père vécut jusqu'en 1936.

Kasa-Vubu avait douze ans lorsqu'il fut baptisé le 31 janvier sous le nom de Joseph à la mission scheutiste de Kizu près de Tshela. Ce n'est qu'en 1927, âgé de quatorze ans, qu'il fut inscrit à l'école primaire en troisième année. Un an plus tard il fut envoyé au petit séminaire de Mbata-Kiela à cinquante kilomètres de Tshela. Il y acheva ses études primaires et y fit des humanités latines préparatoires au grand séminaire. En 1934 il eut comme condisciple Joseph Malula, futur cardinal du Congo-Kinshasa.

Élève doué et travailleur, Kasa-Vubu termina deuxième de sa promotion en 1936. Il fut admis au grand séminaire de Kabwe dans la province du Kasai. Les études comprenaient trois années de philosophie et cinq années de théologie avant la prêtrise.

C'est en 1939, à l'issue des trois années de philosophie que Kasa-Vubu avait terminées avec succès, que se situe un événement marquant de sa vie. Il fut renvoyé du séminaire sur ordre de son évêque Mgr Van den Hoven. Aucun reproche précis ne lui fut adressé; c'est son esprit d'indépendance et, selon Gilis, son irrésistible besoin de justice qui sont à l'origine de la décision des supérieurs religieux. Cette explication est également celle de sa fille.

Renvoyé au Mayombe, Kasa-Vubu fut d'abord employé comme «commis aux écritures» à la grande mission de Kangu, située sur la route de Boma à Tshala. Il est âgé de vingt-six ans et gagne 80 F par mois, ce qui représentait, même pour l'époque, un salaire dérisoire. Afin d'améliorer ses conditions de vie, il présente l'examen de moniteur qu'il réussit et devient au début de 1941 titulaire de la classe de sixième à l'école normale de Kangu. Son salaire cependant n'est pas augmenté, et il quitte la mission en désaccord ouvert avec le supérieur et l'évêque. Ce désaccord est exprimé en termes très vifs dans une lettre adressée par Kasa-Vubu à l'évêque Van den Hoven en mars 1941. Le texte est reproduit dans la biographie rédigée par la fille de Kasa-Vubu (pp. 65-68). En mai 1941, il est engagé par une société d'exploitation forestière et agricole, l'Agrifor, à un salaire de 500 F par mois. Il gagne suffisamment pour se marier et épouse le 10 octobre 1941 Hortense Ngoma Masunda par un mariage religieux qui eut lieu à la mission de Kangu. Le couple eut neuf enfants.

Après un an de travail à l'Agrifor, il est engagé en juin 1942, sur sa demande, à Léopoldville dans l'administration coloniale au service des finances où il devait plus tard exercer une fonction jusqu'alors réservée aux Européens. Il restera pendant quinze ans au service de

l'administration jusqu'à sa nomination comme bourgmestre de la commune de Dendale en décembre 1957. En 1956, il avait la responsabilité de la comptabilité des magasins généraux de l'Administration centrale.

La première intervention à caractère politique de Kasa-Vubu eut lieu dans le cadre de l'Unisco, l'Union des Intérêts sociaux congolais, fondée après la Seconde Guerre mondiale par Bolikango et d'autres notables congolais pour améliorer leur sort, notamment sur le plan de la discrimination raciale. L'Unisco regroupait les dirigeants d'associations d'anciens élèves de Léopoldville. Kasa-Vubu y était rentré en 1946 en tant que secrétaire général de l'Adapes (Association des anciens élèves des Pères de Scheut), fonction qu'il avait obtenue grâce à l'influence de Bolikango. On peut en déduire que les relations entre Kasa-Vubu et les Scheutistes s'étaient plus ou moins rétablies à cette époque.

Kasa-Vubu fit, dès son admission à l'Unisco, un exposé intitulé «Le droit du premier occupant». Il entendait ainsi affirmer — non sans une certaine ambiguïté — le double objectif du nationalisme kongo: évincer le colonisateur étranger, dont Kasa-Vubu avait pu constater qu'il détenait les meilleures terres au Mayombe, et contester les droits des «gens du Haut» venus de l'Equateur ou du Kasai, sur le sol de Léopoldville.

De 1946 à 1954, Kasa-Vubu se borne à écrire des articles dans lesquels il défend les institutions traditionnelles de la société kongo: le matriarcat, la prépondérance du Clan, l'appartenance coutumière du sol, ...

Le 21 mars 1954, il est élu président de l'Abako, Association des Bakongo, fondée en 1950 par Nzeza-Landu. Son but était d'«unifier, conserver et perfectionner la langue kikongo». Au-delà d'une défense de la langue, le but réel de l'Association était de réaliser l'unité des Bakongo et d'affirmer leur personnalité et leur force. L'Abako, qui avait peu évolué pendant quatre ans sous la direction de Nzeza-Landu, se développa progressivement sous l'impulsion de son nouveau président. Celui-ci venait de fonder l'association des «Bourses d'études du Mayombe» et il jouissait d'un prestige et d'un crédit incontestés. Il fit préciser les buts de l'Association et adopter de nouveaux statuts.

La première action politique de l'Abako fut la publication, le 23 août 1956, d'un manifeste en réponse au Manifeste de Conscience Africaine paru le 1^{er} juillet de la même année. Kasa-Vubu en était le rédacteur principal et c'est lui qui le lut à l'assemblée générale de l'Association en présence des représentants de l'administration coloniale. Le texte fit sensation. L'Abako réclamait la création de partis politiques sur base ethnique et l'émancipation pour aujourd'hui même. Selon Gilis,

Kasa-Vubu aurait, à l'assemblée du 23 août, déjà réclamé l'«indépendance immédiate» mais ces termes ne furent pas reproduits dans le document officiel remis à l'administration. Kasa-Vubu, dont la popularité commence à déborder du cercle des membres de l'Abako, fut réélu le 14 octobre 1956 à la présidence de l'Association.

L'année 1957 est marquée par la victoire électorale de l'Abako lors de la consultation communale de décembre. Une grande part du mérite en revenait à Kasa-Vubu qui avait à la fois réorganisé l'Association et lui avait assigné des objectifs politiques susceptibles de mobiliser et d'unifier la masse des Bakongo.

Nommé bourgmestre de la commune de Dendale, Kasa-Vubu prononce, le 20 avril 1958, lors de son intronisation, un discours politique qui lui vaudra une sanction (la peine d'avertissement) de la part du gouverneur de la province, mais qui le confirmera dans sa position de chef du nationalisme congolais. Cependant, quelques mois plus tard, cette position sera contestée par un nouveau dirigeant, Patrice Lumumba, qui fonde et préside le Mouvement National Congolais (MNC).

Le 4 janvier 1959 éclatent les émeutes de Léopoldville: Kasa-Vubu est révoqué le lendemain de ses fonctions de bourgmestre et est arrêté le 8 janvier après s'être caché quelques jours. Il est libéré le 14 mars sur l'intervention du Ministre du Congo, Van Hemelrijck, et invité en Belgique où il reste jusqu'en mai. Il est rétabli dans ses fonctions de bourgmestre.

L'implantation des partis nationalistes dans tout le Congo et l'entrée en scène d'autres dirigeants, restreignent, au cours de l'année 1959, l'audience de l'Abako et de son président. Le boycott des élections communales et territoriales de décembre 1959 et l'adoption de positions politiques radicales ne rétablissent pas le crédit de l'Abako parmi le courant nationaliste. Le 2 janvier 1960, Kasa-Vubu transmet ses pouvoirs de bourgmestre de Dendale à son successeur.

La Conférence de la Table Ronde politique qui s'ouvre à Bruxelles le 20 janvier 1960 donne à Kasa-Vubu une nouvelle chance de s'affirmer comme le chef du nationalisme congolais. Il y préside la délégation du Cartel des partis nationalistes jusqu'au jour de l'arrivée de Lumumba, le 25 janvier. Kasa-Vubu quitte la conférence dans des conditions ambiguës et n'y reprend sa place que deux semaines plus tard. A ce moment, il a perdu une grande partie de son prestige, du moins à l'extérieur du Bas-Congo. Les nationalistes lui reprochent ses thèses fédéralistes; les modérés son intransigeance à l'égard de la puissance coloniale.

Kasa-Vubu avait, lors d'une conférence de presse tenue à Liège en février 1960, rappelé les membres de l'Abako à l'ordre et les avait invités à rallier «l'Abako,

l'aille Kasa-Vubu». Dès son retour à Léopoldville, Kasa-Vubu put se rendre compte que sa popularité était intacte. Les cadres dirigeants de l'Abako restés au Congo sous la conduite de Vital Moanda et les Bakongo, le soutiennent contre l'aille Kanza. La création de celle-ci avait été annoncée le 4 mars par Kanza lui-même. L'intransigeance de Kasa-Vubu concernant un gouvernement provisoire et l'organisation des élections par des Congolais ne pouvaient que rencontrer le sentiment populaire dans le Bas-Congo, contrôlé dès ce moment entièrement par les cadres subalternes de l'Abako.

Dans le conflit qui l'oppose à l'aille Kanza, Kasa-Vubu fit preuve de la même intuition politique qui l'avait guidé dans son opposition à l'administration coloniale. Il sut deviner et capter le consensus populaire en sa faveur, sans cependant pouvoir (ou vouloir?) le diriger ou l'orienter.

Les élections de mai 1960 donnent la victoire aux partis nationalistes que Lumumba rassemble autour du MNC. L'Abako, déjà exclue de l'administration de la ville de Léopoldville, est en position de minorité dans la province. De radicales, les positions de l'Abako et de son président deviennent modérées. Kasa-Vubu, à la tête d'un cartel de modérés, parvient au dernier moment à se faire élire comme Chef de l'Etat par les deux chambres réunies par cent cinquante-neuf voix sur deux cent seize.

Les mutineries de la Force publique de juillet 1960 ébranlent l'Etat congolais. Au début, Kasa-Vubu s'associe à l'action de son premier ministre Lumumba pour tenter de sauver la situation, mais à partir de début août des divergences apparaissent entre les deux dirigeants. Kasa-Vubu redoute de plus en plus le radicalisme de Lumumba dont il désapprouve l'intervention militaire au Kasaï et l'appel à l'aide à l'Union soviétique.

Le 5 septembre il révoque son premier ministre et charge Iléo, président du Sénat, de former un nouveau gouvernement. Lumumba, s'appuyant sur le parlement, proclame à son tour la déchéance du Chef de l'Etat et ouvre la deuxième phase de la crise congolaise. Celle-ci est aggravée le 14 septembre par l'intervention du colonel Mobutu, qui neutralise les deux adversaires et les deux gouvernements en présence et installe un nouvel exécutif, le Collège des commissaires généraux. Après quelques jours d'hésitations et de négociations mouvementées, Kasa-Vubu, qui a la confiance du Collège des commissaires, et Mobutu, que l'intransigeance de Lumumba effraie, font alliance. Kasa-Vubu apporte à Mobutu et au Collège la légitimité qui leur fait défaut. Mobutu, qui a repris en partie le contrôle de l'armée, garantit la sécurité du nouvel exécutif et du Chef de l'Etat.

L'Assemblée générale des Nations Unies à New York, après des débats d'une grande violence, admet le 24 novembre la délégation congolaise conduite par Kasa-Vubu. C'est une victoire importante pour le Chef de l'Etat, mais aussi pour le Collège des commissaires et pour le colonel Mobutu.

Durant le premier semestre de 1961, l'action de Kasa-Vubu s'exerce dans deux directions: réunifier le Congo par des voies pacifiques, notamment par des tables rondes, et installer à Kinshasa un gouvernement ayant la confiance du parlement et reconnu par l'opinion internationale. Avec l'appui de l'ONU, il atteint ce dernier objectif en août 1961. Le gouvernement Adoula est formé pour trois ans et la collaboration entre le Chef de l'Etat et son premier ministre est totale: mais ce n'est qu'en janvier 1963 que le premier objectif est atteint avec la fin de la sécession du Katanga et l'exil de son président Moïse Tshombe.

Kasa-Vubu, en se montrant partisan résolu de l'unité du pays, soutient à partir de 1962 la mise en place d'une structure fédérale et la création de nouvelles provinces. En 1963, on peut croire que le Congo a retrouvé sa stabilité et que Kasa-Vubu a atteint les objectifs qu'il s'était assignés; mais les rébellions qui secouèrent le pays à partir de janvier 1964 viennent interrompre cette illusion. A mesure que les Nations Unies se retirent du Congo, le pouvoir du nouvel Etat s'effrite et les rebelles gagnent du terrain. Kasa-Vubu se sépare du premier ministre Adoula le 30 juin 1964 et doit faire appel à Tshombe pour contenir la pression des rebelles qui occupent plus de la moitié du pays.

De juillet 1964 à septembre 1965, le pouvoir du Chef de l'Etat est fort réduit et son prestige international est retombé très bas. En octobre 1965, il tente de reprendre le contrôle des institutions en révoquant le premier ministre Tshombe et en désignant un autre formateur, Evariste Kamba. Celui-ci ne parvenant pas à réunir une majorité parlementaire, le général Mobutu prend le pouvoir le 24 novembre 1965 et destitue le Chef de l'Etat le 25 novembre. Après quelques jours de mise en résidence surveillée, Kasa-Vubu se retire dans son village d'origine au Mayombe. Il ne jouera plus aucun rôle politique.

Le 29 septembre 1966, il est proclamé sénateur à vie par le Sénat.

Il meurt d'une hémorragie cérébrale à Boma le 24 mars 1969.

Des funérailles nationales eurent lieu à Kinshasa le 26 mars. Il fut enterré à Singini près de Tsheba, terre de ses ancêtres.

Le professeur Van Bilsen qui fut, avec Gilis, un des rares Européens admis dans l'intimité de Kasa-Vubu, en a tracé le portrait suivant: «Kasa-Vubu était un

homme taiseux, et attaché aux principes. Il fut un époux et un père attentionné, un citoyen réfléchi, prudent, soupçonneux même, à la fois courageux et timoré, et fermé à ceux qui n'appartenaient pas à son cercle d'intimes. Il n'agissait jamais de manière impétueuse ou impulsive, mais après de mûres et parfois longues réflexions et après avoir pesé tous les facteurs, tous les risques et imaginé un plan. Il était plus un prophète qu'un politicien, plus une figure nationale immuable, qu'un agitateur; un homme d'une pièce, inflexible, il n'avait rien d'un opportuniste ... » [2]

20 janvier 2000.

B. Verhaegen (†).

Sources: GILIS, C.-A. 1964. Kasa-Vubu au cœur du drame congolais. Bruxelles, éd. Europe-Afrique. — VAN BILSEN, A. 1970. Kasavubu. In: GEERTS, W., Binza 10 jaar Kongo. Gent-Leuven, éd. Story-Scientia, pp. 349-358. — M'POYO KASA-VUBU, J. 1985. Joseph Kasa-Vubu: mon père. De la naissance d'une conscience nationale à l'indépendance. Bruxelles, éd. Chabassol, 287 pp. — M'POYO KASA-VUBU, J. 1997. Kasa-Vubu et le Congo indépendant (1960-1969). Bruxelles, Le Cri, 187 pp.

Notes:

[1] Charles-André Gilis est l'auteur de la première biographie objective du Président Kasa-Vubu, dont il put recueillir les souvenirs: «Kasa-Vubu au cœur du drame congolais» (*cf. sources*). Nous avons largement utilisé son travail; en 1985 parut le premier volume de la biographie de Kasa-Vubu par sa fille Z. J. M'Poyo Kasa-Vubu, «Joseph Kasa-Vubu: mon père. De la naissance d'une conscience nationale à l'indépendance» (*cf. sources*). Il s'agit d'un ouvrage de bonne qualité qui complète le travail de Gilis. On y trouve plusieurs lettres de Kasa-Vubu d'un grand intérêt.

[2] Ce portrait de Kasa-Vubu, rédigé par le professeur Van Bilsen, fut publié dans l'ouvrage «Binza 10» de W. Geerts (*cf. sources*).